

« C'est un petit peu facile pour nous d'aller leur donner des leçons... »

Entretien avec Olivier DABENE (SciencesPo.-CERI), novembre 2018



*Olivier Dabène est professeur de science politique à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Il est aussi chercheur au Centre de Recherches Internationales (CERI). Ses travaux portent sur l'état de la démocratie et l'intégration régionale en Amérique latine. Il a publié de nombreux ouvrages sur l'Amérique latine. Olivier Dabène est Président de l'Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes (OPALC) du CERI à Sciences Po. Dans le cadre des « TPE », épreuve au BAC ES, avec mes camarades de travail j'ai pu l'interviewer lors de notre rencontre.*

**Q : Avec le nouveau virage politique, on se demande ce qu'attendent les habitants du Brésil de ce nouveau président et pourquoi ils ont choisi ce président qui pourtant est assez extrémiste.**

R : C'est une vaste question. Je crois que dans toute élection, le résultat s'explique autant par la campagne et l'attrait d'un candidat que par le rejet d'un autre candidat.

Donc une partie des électeurs a fait barrage à l'autre candidat et en l'occurrence la gauche au Brésil a gagné les élections à la suite et a terminé par un empêchement. La présidente Dilma Rousseff a été destituée il y a 2 ans. Depuis le Brésil est un peu en situation de transition jusqu'à cette élection là et il y avait pendant la campagne un climat de haine réciproque entre la droite et la gauche.

Il y a beaucoup de gens qui étaient décidés à faire barrage au PT (parti des travailleurs) pour éviter qu'il gagne une cinquième fois. Et donc ils sont allés chercher un candidat étrange. Il y a un an, personne ne le prenait au sérieux, mais il a réussi car ce n'est pas seulement la haine de la gauche, c'est aussi la haine de pratiquement toute la classe politique parce qu'il y a beaucoup de corruption dans ce pays avec des gens qui sont en prison. Bolsonaro a incarné l'anti politique, un profil différent, pas corrompu.

C'est un peu comme la campagne aux Etats-Unis qui a été marquée par les fameuses fake news, beaucoup de choses ont circulé. Il y a une part de manipulation de l'opinion publique.

Il y a donc le rejet de la gauche et de la politique, il y a une certaine manipulation mais il y a aussi des valeurs, il ne faut pas l'oublier, en général on n'a pas tellement envie de voir ça quand on va au Brésil, mais c'est un pays raciste, homophobe. J'étais en train de regarder il y a 2 jours les statistiques sur les crimes homophobes dans le monde et le Brésil est très largement en tête. Il y a un site web qui recense les crimes contre les transsexuels et c'est l'explosion. C'est le pire pays au monde. Il y a aussi ça. Il y a aussi des valeurs. Lui c'est les valeurs d'autoritarisme, il y a une nostalgie de l'époque militaire, la répression, plus les évangéliques, des gens qui sont très conservateurs sur le plan des valeurs, le mariage pour tous, l'avortement, et les questions de société qui font débat, où ils ont une position assez classique.

Donc ce sont ces 3 éléments, un vote de rejet de la gauche, un vote de rejet de l'ensemble de la classe politique, mais il y a aussi une partie de l'opinion qui est attirée par des valeurs très conservatrices.

**Q : Les Brésiliens ont donc besoin de renouveau. Ils veulent du changement.**

R : Oui, ils veulent du changement. Vous avez les thèmes de la corruption, les thèmes de l'insécurité. Il y a beaucoup de violence ; il y avait plus de 60 000 homicides l'année dernière. Ça fait 1 mort toutes les 8 minutes environ. Un homicide, pas des accidents de voiture, un meurtre toutes les 8 minutes, surtout concentrés dans les grandes villes. Donc ça c'est insupportable. Les gens en ont marre.

**Q : Mais ça c'est dans toute l'Amérique latine ?**

R : Oui, c'est dans beaucoup de pays. Ce n'est même pas le pire, le Brésil. Si vous prenez les petits pays d'Amérique centrale, qui sont en train d'expulser des gens dans les caravanes vers les Etats-Unis, c'est pire.

Sur les 50 villes les plus violentes du monde, il y en a 43 qui sont en Amérique latine et les 10 premières sont toutes en Amérique latine.

**Q : Comment cela se fait que cela se concentre en Amérique latine ?**

R : Cela est aussi une vaste question, mais il y a plein d'explications d'ordre historique, d'ordre socioéconomique, d'inégalités. L'Amérique latine est championne du monde des inégalités sociales, beaucoup de frustrations. Il y a aussi beaucoup de polices qui sont mal

formées parce que lors des homicides, vous avez pas mal de policiers qui tuent des gens. Je crois qu'il y a eu 3000 meurtres dus à la police l'année dernière sur 60 000.

**Q : On a vu que Bolsonaro voulait légaliser le port d'armes. Est-ce que c'est pour ces raisons ?**

R : Oui, absolument. C'est une idée qui nous paraît, à nous Européens, absurde, mais qu'on retrouve aux Etats-Unis qu'il faut plus de violence pour mettre un terme à la violence. C'est complètement absurde. C'est cette idée un peu folle que si vous donnez un pistolet à tout le monde, les gens vont savoir se défendre, c'est n'importe quoi. Mais oui, cela exerce un certain attrait.

**Q : Pensez qu'avec le nouveau président, il va y avoir de gros changements positifs ou négatifs ?**

R : Ah oui, je pense qu'il va y avoir des changements importants dans beaucoup de domaines. Ce serait difficile d'imaginer un domaine où il ne va pas y avoir une rupture. Après c'est toujours pareil, est-ce qu'il va tenir ses promesses... Pour une fois on a envie de dire que ce serait bien qu'il ne tienne pas ses promesses mais s'il tient ses promesses ou si il fait ce qu'on pense qu'il va faire parce que ce n'est pas non plus quelqu'un qui pendant la campagne a publié un programme très détaillé. Il a seulement évoqué des grandes idées : Dieu... mais il est en train de choisir ses ministres avec ces profils qui sont sélectionnés et les options que défendent ces gens, on commence à avoir une idée un peu plus précise dans un certain nombre de domaines. Le domaine économique ou le domaine de la politique étrangère, le domaine social ou le domaine environnemental.... Pour le domaine environnemental on commence à avoir une idée à peu près précise de ce qu'il pourrait se passer pour le pays. Et cela risque d'être une rupture importante.

**Q : Sur le domaine économique, il ne veut pas tant changer que cela l'économie brésilienne.**

R : Le problème c'est que c'est typiquement le genre de dossier où il a dit tout et son contraire pendant la campagne. Il y a une tradition au Brésil qui est une tradition très interventionniste, c'est-à-dire en fait un Etat qui est fort et qui joue un rôle moteur dans le développement économique. C'est une tradition qui vient de loin et lui il s'inscrit dans une tradition en tant qu'admirateur de la dictature militaire. La dictature militaire a fait beaucoup pour nationaliser le secteur de l'économie et avoir un rôle important au travers de grandes entreprises publiques. Et en même temps il est allé chercher un conseiller économique ultra néo libéral qui veut tout privatiser. Donc c'est a priori incompatible. Son conseiller a commencé à dire qu'il allait privatiser les grandes entreprises publiques, et puis lui pendant la campagne, il a démenti. Par exemple la compagnie pétrolière, la compagnie d'électricité qui sont des grandes compagnies publiques, les militaires ont toujours considéré que c'étaient des secteurs stratégiques, donc il fallait les contrôler par la puissance publique et non pas les privatiser et lui, il dit l'inverse, il faut à tout prix privatiser.

Pareil sur les questions de retraites, Paulo Guedes est admirateur du président chilien. Il a séjourné au Chili et il connaît très bien. Les chiliens quand il y avait une dictature dans ce pays, dans les années 70 ont complètement changé le système de retraite. Avant ils avaient un système un peu comme nous, ce qu'on appelle un système de solidarité par répartition et là il en a fait un système de capitalisation c'est-à-dire tout au long de votre vie, vous mettez de l'argent dans un compte en banque et si vous avez de la chance cet argent il ne disparaît pas dans des spéculations... et donc Guedes a dit qu'il voulait faire ça. Et Bolsonaro a dit immédiatement ou peut-être pas.

Vous voyez effectivement dans le domaine économique, s'il laisse faire Guedes, et il y a quand même des chances qu'il le laisse faire, il va y avoir un virage important.

**Q : Est-ce que les domaines de l'écologie, de l'environnement et de l'économie, vont être regroupés ?**

R : Ce qu'il voulait, c'est fusionner le ministère de l'environnement et de l'agriculture. Ce qu'il faut comprendre c'est qu'au Brésil, l'agriculture, c'est ce qu'on appelle de l'agro business, c'est monumental. C'est énorme. Si vous parlez par exemple des gens qui font de l'élevage... En France vous pouvez aller voir un éleveur qui fait de la viande dans le Limousin, il veut avoir des animaux de qualité, il va en avoir 50 ou 100 ou 200. Au Brésil, l'éleveur il en a 100 000. Ce n'est donc pas la même chose en France. Là-bas c'est énorme. C'est un lobby, incroyablement puissant. Il y a des gens qui sont très riches et qui ont imposé depuis longtemps l'idée qu'il fallait que le Brésil soit dans la compétition mondiale, et ils y sont. Ils sont meilleurs dans l'agro business, ils sont les plus productifs. Et du coup ce n'est pas du tout le modèle de l'agriculture familiale, respectueuse de l'environnement car vous doutez bien que pour mettre 100 000 têtes de bêtes eh bien il faut de la place. Et en général pour une tête de bétail on compte 1 hectare. Donc faites le calcul. Ce sont donc des propriétés gigantesques et comme cela marche bien il faut donc faire de la déforestation.

Mais alors là pour le coup vous parliez de virage. Le virage a été amorcé il y a longtemps. Et y compris par la gauche. Parce que si on remonte un peu en arrière à l'époque glorieuse de Lula, il y avait un débat au sein de la gauche Brésilienne. Vous avez des gens qui défendent des options en matière d'environnement et ils se cognent à des réalités économiques et à des responsables politiques.

Ca fait donc longtemps qu'il y a ce débat et que la cause est perdue pour les environnementalistes, depuis longtemps ils arrivent sous la pression internationale et ont freiné un peu la déforestation.

**Q : Y a-t-il une réelle prise de conscience pour le Brésil et les enjeux qu'il encoure ?**

R : Oui il y a des gens qui en ont complètement conscience. Vous avez des activistes qui se battent et qui se font tuer, d'ailleurs régulièrement mais je dirais que la logique économique l'a toujours emporté. Après il faut savoir que les Brésiliens ont horreur qu'on vienne leur expliquer que l'Amazonie c'est le poumon de la planète et qu'il faut la protéger par ce qu'ils nous balancent. De toute façon vous, vous avez fait la même chose pendant la révolution

industrielle et ils ont raison d'une certaine façon. C'est un petit peu facile pour nous d'aller leur donner des leçons. Nous sommes bien contents après de recevoir du soja brésilien, d'importer de la viande.

**Q : Et vous, vous pensez que le Brésilien de base, le citoyen brésilien il n'a du coup pas une vraie prise de conscience du problème ou pas ?**

R : Alors je pense que comme vous dites le Brésilien de base, il s'en fou un peu comme vous dite. Ça commence par des choses, du civisme je dirais. Si vous allez au Brésil dans des grandes villes vous allez voir des gens qui balancent tout dans les rivières, qui polluent la mer.

**Q : Mais vous pensez que c'est un problème d'éducation ?**

R : Complètement.

**Q : Si l'Etat de ne se sent pas concerné lui-même il ne peut pas agir.**

R : C'est bien ça le problème.

**Q : Donc selon vous l'avenir de l'écologie du pays est-il est danger ?**

R : Oui, oui, les cartes de l'avenir de la forêt amazonienne sont effrayantes. On voit, cependant, que ça diminue depuis 20 et 30 ans. Au mieux ils ont freinés. Mais la tendance continue à être la même et alors là avec Bolsonaro ça va être la fête pour tous ces gens qui n'ont qu'une envie, celle de tout arracher et de cultiver du soja. Il y a un vrai danger.

Il y a quand même des engagements internationaux. Comme vous le savez ils ne sont pas contraignants. Donc les pays font un peu ce qu'ils veulent.

**Q : Et ils consistent en quoi ces engagements ?**

R : Il y a l'accord de Paris, de la Cop 21, que le Brésil a signé. Cela concerne le problème de la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

**Q : Mais Bolsonaro, il n'a pas dit qu'il voulait quitter les accords de Paris ?**

R : Alors là encore une fois il a dit : il s'est contredit. Donc on ne sait pas où ils en sont. Vous savez la COP 21 a fonctionné sur la base de propositions. Il n'y a rien qui est contraignant. Chaque pays est arrivé à ce débat avec ses propositions. Nous, on s'engage dans les 10, 20 ans qui viennent à arriver à un tel résultat.

Et le Brésil n'avait pas pris d'engagements très audacieux. Et il a donc compris que quitter les accords de Paris ne seraient pas très graves en vue de ses engagements.

Nous sommes dans un monde où c'est malheureusement courant. Mais bon il ne faut pas totalement désespérer. Il y a quand même de la résistance au Brésil. Des mouvements des activistes. C'est d'ailleurs dangereux d'être un activiste au Brésil. Ça existe donc et ça n'est pas désespéré.

Bolsonaro est effrayant et en même temps il va susciter des réactions. Il va donc y avoir de la résistance, ça va gonfler et faire que le thème de l'environnement fasse partie du thème inscrit dans l'agenda mis en avant par tous les gens qui vont s'organiser pour résister.

**Q : C'est un petit peu comme Trump ? C'est beaucoup de réactions de la part des Américains eux-mêmes.**

R : Exactement. Vous voyez la nouvelle génération des jeunes qui ont été élus aux élections de mi-temps. C'est incroyable et spectaculaire. Il n'y a jamais eu autant de femmes, autant de jeunes. Donc oui, ça va générer quelque chose comme ça. Ce n'est pas complètement désespéré.

**Q : Pour revenir à la déforestation de l'Amazonie, il y a aussi les gens qui y vivent, les tribus indiennes ou indigènes. Les prennent-ils en compte ?**

R : C'est pareil. Il a déclaré qu'il n'allait pas s'en préoccuper. C'est-à-dire qu'il y a des zones qui leurs sont réservées. Non seulement pour la nature mais aussi pour l'habitat de ces tribus indiennes qui pour d'ailleurs certaines d'entre elles n'ont jamais vu d'autres que leurs propres tribus. C'est assez spectaculaire et gigantesque. Et lui il s'en fout. Donc jusqu'où va-t-il aller ??? Nous ne savons pas. C'est assez préoccupant. Mais bon il y a quand même de la marge. L'Amazonie est gigantesque. Donc ils ne vont pas tout raser en une semaine.

**Q : Le Brésil a quand même des projets, avec Curitiba, par exemple, ville bio, ça commence donc petit à petit ?**

R : Oui, oui, il y a cela bien sûr. C'est un très bel exemple Curitiba. Le sud du Brésil est un peu plus différent. Parce que le Brésil est un continent, c'est gigantesque et donc il y a Brésil dans le Brésil. Et donc le Brésil qui se fout complètement de l'environnement est plutôt dans le nord, qui sont des régions pauvres. Alors que dans le sud, les régions sont beaucoup plus développées. Ce projet a été l'initiative du maire de cette ville car elles sont indépendantes. C'est parti d'un projet urbanistique. C'est vrai, c'est une ville intéressante.

**Q : C'est vrai, il faudrait donc continuer sur cette voie ?**

R : Ça c'est le Brésil riche et développé du sud.

**Q : Est-ce que vous pouvez nous parler des inégalités du Brésil, parce qu'avant le gouvernement de gauche était très présent, il avait donc des politiques très sociales. Il y a pourtant un grand fossé entre la classe aisée et le reste de la population... ?**

R : Certaines années c'est le record du monde. C'est énorme. Et encore le Brésil à progresser. Pendant les années Lula, surtout c'est-à-dire entre 2002 et 2010, il y a eu des progrès. C'est-à-dire quand on regarde les indicateurs concernant la pauvreté et les inégalités, ça s'est beaucoup amélioré. Mais on reste à des niveaux très élevés, même après une période de progrès l'Amérique latine en générale c'est la région du monde où il y a le plus d'inégalités. Il y a un indice qui mesure cela. C'est l'indice de Gini. En France on doit être à 0.25, alors qu'au Brésil, ils sont à 0.6. D'ailleurs en Amérique Latine, il n'y a aucun pays en dessous de

0.45 donc oui, c'est énorme. Mais ça vient de très loin, de l'époque coloniale, des siècles de stratifications sociale, très inégalitaire. Les colons sont arrivés et ont considéré que les gens qui étaient sur place étaient de la main d'œuvre exploitable...

**Q : En fait les colons se sont toujours ceux qui ont le pouvoir maintenant, au jour d'aujourd'hui ?**

R : Oui, assez largement. Ça n'a pas beaucoup changé depuis des siècles. Mais ils y sont quand même arrivés. Donc il n'y a pas de fatalité.

**Q : En fait il y a quand une mentalité sud-américaine qui est assez archaïque ?**

R : Oui c'est vrai. Ce n'est pas complètement faux. Les grandes familles aristocratiques veulent perpétuer leurs privilèges à tout prix. Ils ont donc détesté la gauche au Brésil ou ailleurs. Il y a une espèce de haine du pauvre, en fait une haine de classe. Et tout est adapté à leur monde. C'est pourtant 1 ou 2 % de la population, mais tout est fait pour préserver ces inégalités depuis le système scolaire, par exemple, où les enfants ont déjà, tout petit, s'ils vont dans le système public, ils vont recevoir une mauvaise éducation. Mais du coup après, s'ils veulent aller dans les meilleures universités, pour les gens issus de classes modestes c'est presque impossible. L'université est très élitiste. Ça entretient donc les inégalités, ça commence là. Pareil pour les questions de santé. La santé publique est de mauvaise qualité. Quand vous avez des jeunes adolescents qui sont à la fois en mauvaise santé et qui ont peu de moyens, ils sont mal barrés. Vous voyez ce que je veux dire. Ça commence comme ça et après tout le reste suit. Par exemple les droits de succession. Une famille riche va transmettre son argent. Tout est donc fait pour entretenir les inégalités. Il suffit de regarder les impôts que paient les gens. On appelle ça les impôts régressifs. C'est-à-dire qu'il n'y a pas un impôt sur le revenu progressif, c'est-à-dire proportionnel à ce que gagne une famille. Non, là-bas, l'impôt accentue les inégalités. Les pauvres paient plus d'impôts que les riches.

Quand vous avez un impôt pour la TVA c'est le même impôt pour tout le monde. Les gilets jaunes, c'est contre cela qu'ils protestent. Quand vous augmentez le prix de l'essence, vous l'augmentez pour tout le monde sauf que les gens riches, ils ne s'en rendent même pas compte. Mais pour les pauvres dans ce pays qui doivent faire le plein régulièrement, c'est assez compliqué. C'est donc injuste. Ça c'est l'Amérique latine et c'est tout le temps comme ça. Ce n'est quand même pas une cause perdue. Il faut attendre de voir la manière dont Bolsonaro agira à l'avenir.

**Transcription Emmanuelle QULLIEN (1ES3), le 21 février 2019**